

CONTRE TOUTES

LES VIOLENCES



SOLIDARITÉ

**AVEC LES FEMMES
DU MONDE ENTIER !**

ZOOM

**Amérique latine.
Victoire de l'extrême
droite en Argentine**

Page 3

INTERNATIONAL

**Afrique. Israël au
service des pouvoirs
africains**

Page 4

ARGUMENTS

**Soyons fortes et
solidaires contre
toutes les violences
faites aux femmes !**

Page 5

LUTTER

**Social. Nouvelles
attaques contre les
chômeurEs**

Page 6

Édito

Suppression de l'AME: battre un racisme inhumain et imbécile

Par LA COMMISSION NATIONALE SANTÉ SÉCU SOCIAL DU NPA

De Gaza à Paris, on mesure l'état d'une société à la manière dont elle traite ses malades et ses blessés. Là-bas, au nom de la « lutte contre le terrorisme », on bombarde les hôpitaux et on condamne à mort des civils malades, en privant les établissements hospitaliers des moyens de fonctionner. Ici, avec la suppression de l'AME, on voudrait priver les immigrés sans papiers de l'accès aux soins, une discrimination abjecte car il en va de la santé et de la vie de milliers d'êtres humains. Pour tenter de reconquérir les électeurs de Marine Le Pen en reprenant ses propositions, la droite, majoritaire au Sénat, avec l'appui « à titre personnel » de Darmanin, a voté la suppression de l'Aide médicale d'État, qui permet aux étrangers sans papiers d'accéder aux soins. Les sénateurs lui substituent une « aide médicale d'urgence » pour quelques soins « d'urgence » ponctuels, qui n'est en aucun cas une couverture maladie. En plus d'être raciste et inhumaine, cette mesure, si elle était adoptée, serait une décision absurde. Loin des fantasmes de l'extrême droite qui décrit une mesure ruineuse pour la Sécurité sociale dont viendraient « profiter » les étrangers, l'AME (1,2 milliard d'euros) représente 0,5 % du budget de l'assurance maladie (260 milliards). Plus de 43 % des sans-papiers n'en bénéficient même pas alors qu'ils y ont droit. À l'inverse, sa suppression aurait pour conséquence immédiate de faire aboutir « en urgence » à l'hôpital, pour des soins inévitablement coûteux, des personnes qui auraient pu être soignées plus tôt, dans de meilleures conditions. Cette mesure représenterait une atteinte à la santé de tous, les virus et bactéries ne faisant eux pas de discrimination. Ce sont les politiques abjectes qui creusent les inégalités sociales et de santé et accroissent les risques d'épidémie. Ne pas soigner un sans-papier atteint de tuberculose, c'est accroître le risque de développer la maladie dans toute la population. Plus de 4 500 médecins et soignants appellent à la désobéissance civile et s'engagent à « continuer de soigner gratuitement les malades sans papiers, si l'AME devait disparaître ». Les 80 organisations (syndicats, mutuelles, associations) regroupées au sein du Tour de France de la santé affirment dans un appel lancé le 14 novembre leur exigence « d'un dispositif unique de protection maladie pour toute personne sur le territoire, sans aucune discrimination » avec « une seule et même carte Vitale pour toutes et tous... »¹. Une exigence qui par la mobilisation, face à une macronie divisée peut et doit être gagnée.

1 - <https://nouveauPartiAnticapitaliste.org/agir/sante/non-la-suppression-de-laide-medicate-detat-ame>

Bien dit

Les agences réglementaires européennes et nationales continuent de fermer les yeux. Elles savent pertinemment que le jour où ces mélanges dans leur ensemble seront pris en compte, cela ouvrira la boîte de Pandore et mènera à une interdiction massive des pesticides.

MARTIN DERMINE, de PAN Europe, propos recueillis par Emmanuel Clévenot, « Réautorisation du glyphosate : "L'Europe ferme les yeux sur la perte de biodiversité" », *Reporterre*, 16 novembre 2023

Stopper la machine de mort israélienne!

Depuis 46 jours et 45 nuits, une écrasante machine de mort est en train de balayer la bande de Gaza. Ni les vieillards épuisés, ni les bébés dans les couveuses, ni les hôpitaux, ni les écoles de l'UNRWA, ni même les poètes, comme Mosab Abu Toha, rien ne semble pouvoir l'arrêter.

Les jours et les nuits s'écoulent au rythme des bombes qui pleuvent sur la tête des Gazaouis, et l'État israélien s'est transformé en bulldozer sans âme ni raison. À Gaza, plus de 13 000 Palestiniens, dont 5 600 enfants et 3 500 femmes ont été assassinés, tandis qu'en Cisjordanie, c'est près de 200 Palestiniens qui ont été tués par l'armée israélienne et les colons et des milliers d'autres ont été kidnappés. Ce n'est pas une guerre, mais bien un massacre de grande ampleur, un nettoyage ethnique revendiqué qui se déroule sous nos yeux.

Quand Israël veut en finir avec la bande de Gaza

Il suffit d'ailleurs d'écouter les dirigeants israéliens, mais aussi les généraux, les éditorialistes pour s'en convaincre, Gaza, si ce n'est toute la Palestine, doit être rayée de la carte. À tel point que de Jérusalem à Tel Aviv, chacun rivalise d'imagination pour en finir au plus vite. Là-bas, l'ex-général Giora Eiland en est à espérer que des épidémies frappent les quelque 1,7 million de réfugiés dans le sud de la bande de Gaza, ce qui permettrait d'accélérer le nettoyage et de soulager le travail des soldats israéliens. La ministre israélienne du Renseignement propose officiellement que la communauté internationale prenne en charge la relocalisation « volontaire » des 2 millions de Gazaouis. En plein direct, un présentateur vedette de la Chaîne 14, le CNews local, Shay Golden, promet qu'Israël attaquera Gaza, puis le Liban, puis l'Iran et que le nombre d'Arabes tués sera



« inimaginable », et malheur à ceux qui s'opposent au délire de puissance et de mort israélien, peu importe où ils se trouveront, « aux États-Unis ou dans le reste du monde », le journaliste n'a qu'une sentence : la mort et la destruction.

Des centaines de milliers de manifestants dans de nombreux pays

Pourtant, nombreux et nombreuses sont celles et ceux qui s'opposent à Israël et à son projet morbide. Ces derniers jours ont encore montré que partout

dans le monde, de New York à Pretoria, de Londres à Rio de Janeiro, de Paris à Casablanca, des centaines de milliers, des millions de personnes se lèvent contre la barbarie et crient : « Free Palestine ! » Et cette pression des peuples commence à porter ses fruits. De nombreux pays, dans le Sud, commencent à prendre des mesures pour exercer des pressions sur l'État israélien, comme au Brésil ou en Afrique du Sud qui a rompu ses relations diplomatiques et se déclare prêt à saisir la Cour pénale internationale (CPI) contre l'État israélien.

À la Une

Même, en France, la présidente de l'Assemblée nationale a dû revenir sur ses propos tenus en octobre, en expliquant qu'elle n'avait « en aucun cas apporté son soutien au gouvernement israélien », tandis que Macron parle depuis quelques jours d'un futur cessez-le feu. Aux États-Unis, Biden en est à promettre un État palestinien réunifiant Gaza et la Cisjordanie et à menacer les colons israéliens. Bien sûr, ce ne sont pour l'instant que des paroles qui ne servent qu'à masquer la panique de nos dirigeants face à la colère des peuples et aussi, il faut le dire, face à la violence génocidaire d'Israël.

Manifestons partout dans le monde le 2 décembre

Il faut donc redoubler de courage et de persévérance ! Il faut obtenir le cessez-le feu et l'arrêt de l'offensive génocidaire israélienne. Il faut faire monter la solidarité internationale partout. Depuis nos universités, nos entreprises, nos syndicats, nous devons tendre nos volontés vers Gaza et la Palestine ! Coordonnons nos actions à l'échelle européenne, à l'échelle mondiale ! Ainsi des initiatives sont prévues dans les prochains jours et partout dans le monde le 2 décembre nous manifesterons pour Gaza ! Bientôt nous y enverrons des convois portant la solidarité des hommes et des femmes libres de la terre entière !

Thomas Rid

À lire sur le site

Les revendications pour un cessez-le-feu et la fin du soutien à Israël se répandent dans les institutions américaines, par Dan La Botz



JUSTICE POUR NAHEL

Le policier qui a tiré sur Nahel en juin vient d'être remis en liberté et placé sous contrôle judiciaire. Le 17 novembre à Nanterre, un rassemblement militant autour de la mère de Nahel s'est tenu, dans lequel elle a déclaré : « Il a pris mon fils. Aujourd'hui il est libéré, malgré les preuves. Je continuerai à me battre pour Nahel. »

CAPTURE D'ÉCRAN RP

JUSTICE Selon que vous serez Dupont-Moretti ou un révolté des quartiers...

À la suite de la plainte du Syndicat de la magistrature, de l'Union syndicale des magistrats et d'Anticor, il comparait pour prise illégale d'intérêts. Il risquait cinq ans de prison, 500 000 euros d'amende et une peine d'inéligibilité. Lors du procès du 6 au 17 novembre, l'ancien avocat star, meilleur ami des riches mis en examen, n'a pas pu s'empêcher d'éructer, d'invectiver les témoins et d'accuser ses collaborateurs d'incapacité.

«Ce procès c'est une infamie!», hurle Dupont-Moretti

Les faits datent d'avant sa nomination en tant que garde des Sceaux. Très en colère contre trois juges du parquet national financier (PNF), qui avaient osé faire éplucher ses factures téléphoniques détaillées (les fadettes) à propos d'un dossier lié à Sarkozy et à son avocat Herzog, l'affaire Paul Bismuth, il avait porté plainte contre eux. Après une enquête pré-disciplinaire humiliante et une comparution devant le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), les trois juges avaient été blanchis. Démarche similaire contre le juge d'instruction anti-corruption détaché à Monaco qui avait poursuivi le chef de la police locale, lequel couvrait les agissements de fraudes fiscales avérées d'un oligarque russe. Le chef de la police défendu par EDM avait perdu le procès. Mais le juge avait été limogé par le pouvoir princier de Monaco! Excédé, il s'était alors exprimé publiquement. EDM avait porté plainte contre lui pour non-respect du secret de l'instruction. Le juge avait également été blanchi.

Aucun ministre de la Justice en exercice ne s'était encore assis sur le banc des accusés de la Cour de justice de la République (CJR), institution judiciaire d'exception créée en 1993 pour juger des délits commis par des membres du gouvernement dans le cadre de leurs fonctions. Le procès d'Éric Dupont-Moretti (EDM) est donc une première judiciaire et politique.

PROCÈS DUPONT-MORETTI



Nommé au poste de garde des Sceaux en juillet 2020, EDM a alors utilisé les moyens disciplinaires liés à sa charge pour continuer de régler ses comptes personnels et professionnels contre ces quatre magistrats. Ce qui s'appelle la prise illégale d'intérêts.

Ce procès révèle l'état de leur démocratie

Composée de trois magistrats et de douze parlementaires, la CJR s'est réunie neuf fois depuis sa création pour juger des ministres qui n'étaient plus en fonction. Parmi les délinquants célèbres, il y a Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur, accusé de corruption passive et de complicité de recel

de biens sociaux. Il écoperait d'un an avec sursis. On trouve aussi Fabius et Dufoix pour l'affaire du sang contaminé, relaxés. Ou encore Christine Lagarde accusée d'une négligence (à hauteur de 403 millions d'euros quand même!) dans le dossier Tapie, reconnue coupable mais dispensée de peine. Cette CJR enterme de manière institutionnelle le principe même de la séparation des pouvoirs. Comment un ministre, membre de l'exécutif, pourrait-il être jugé, ce qui relève de la justice, par des parlementaires, qui sont le pouvoir législatif? La séparation des différents pouvoirs, censée être un pilier de la démocratie,

est absente dans la CJR, sorte d'entre-soi politique. La CJR, très contestée par les juristes, semble en réalité une instance dédiée à blanchir les ministres. De plus, les juges injustement poursuivis appartiennent pour trois d'entre eux au PNF (parquet national financier). Créé en 2013 après l'affaire Cahuzac, le PNF a pour mission la lutte contre la grande délinquance économique et financière. Chaque année, il récupère 10 milliards d'euros sur la fraude et l'évasion fiscale. On comprend qu'il soit détesté des plus riches!

Justice de classe

Après un réquisitoire fort à l'encontre de Dupont-Moretti, qu'il a accusé d'avoir jeté l'opprobre sur le ministère de la Justice et au-delà sur toute la République par ses actes, le procureur l'a déclaré coupable et a requis une peine d'un an avec sursis! Verdict le 29 novembre. Encore une fois, nous sommes témoin de l'arrogance de cette justice de classe capable d'une part de juger des jeunes révoltés en comparution immédiate et de les condamner à plusieurs mois de prison ferme et d'autre part de demander du sursis, après des mois d'enquête, pour un ministre de la Justice hors la loi, loi qu'il est censé mettre en œuvre!

Roseline Vachetta

No comment

On a aucun élément qui permet d'apprécier si Israël ou pas n'a pas respecté ces différents droits internationaux. Nous nous pensons pour le moment qu'il le respecte...

JEAN-PHILIPPE TANGUY, député du Rassemblement national, France info, 19 novembre 2023

Agenda

Samedi 25 novembre, manifestation pour défendre la Bourse du travail d'Aubervilliers. À 10h, place de la Mairie.

Samedi 25 novembre, manifestations contre les violences faites aux femmes. 14h, Nation.

Mardi 28 novembre, rencontres de La Brèche sur Alaso, revue féministe haïtienne, Paris 12°. À 17h30, à la librairie La Brèche, 27 rue Taine dans le 12°. Avec Fania Noel et Rose-Myrle Joseph, rencontre animée par Solène Brun.

AMÉRIQUE LATINE

Victoire de l'extrême droite en Argentine

Le pire des scénarios s'est concrétisé. Javier Milei, le candidat libertario-fasciste a remporté les élections en Argentine ce dimanche 19 novembre. Le résultat est malheureusement sans appel: presque 56 % pour Milei contre moins de 44 % pour Sergio Massa, le ministre candidat péroniste.

Les appels à l'abstention plus ou moins explicites d'une grande partie de la gauche révolutionnaire n'ont pas été suivis: avec une participation très légèrement inférieure au premier tour, le vote blanc et nul n'a augmenté qu'à la marge.

Pire que Trump et Bolsonaro

La victoire de l'extrême droite est avant tout le fruit d'un vote de désespoir, généré par le ras-le-bol des classes populaires face au gouvernement actuel et à la crise économique, à laquelle personne ne semble voir d'issue, tandis qu'hyperinflation et pauvreté provoquent une montée de l'insécurité et de la violence... Mais Milei n'aurait pas remporté l'élection sans le soutien de la droite néolibérale, qui se radicalise ces dernières années, notamment en la personne de Macri, l'ancien président (de 2015 à 2019). Le candidat de «La liberté avance» a d'ailleurs salué, dans son discours de victoire, un soutien «complètement désintéressé»! Ce triomphe électoral peut signifier un tournant majeur de l'histoire argentine. Même si Milei est souvent comparé à Trump ou Bolsonaro, son programme est, sur certains aspects, encore pire: démantèlement complet de l'État social,

dollarisation de l'économie, légalisation de la vente d'organes, revendication de la dictature militaire, criminalisation de la lutte sociale, rupture des relations diplomatiques avec le Brésil et la Chine, etc. Son rêve dystopique va même jusqu'à la dissolution de la police d'État... au profit de milices privées. Il reste néanmoins largement minoritaire au parlement et il faudra voir si son alliance avec la droite traditionnelle est pérenne et jusqu'où la bourgeoisie est prête à le soutenir.

Combat unitaire urgent

Sergio Massa et le péronisme sont clairement responsables de cette défaite majeure. Leur politique d'austérité au service du FMI, leurs magouilles d'appareil, leur emprise sur les bureaucraties syndicales ont accru la crise, tout en contribuant à l'ubérisation de la classe ouvrière. Il est temps de préparer le combat unitaire contre cette extrême droite réactionnaire et ultralibérale et ses alliés sans attendre la consolidation d'un pouvoir fascisant à la tête de l'État. Il n'est pas trop tard pour prendre la mesure du danger et se mobiliser à sa hauteur: dans le mouvement ouvrier, contre toutes

les mesures antisociales qui ne manqueront pas d'advenir, avec le mouvement féministe contre la mise en cause du droit à l'avortement récemment arraché, avec le mouvement piquetero contre la criminalisation du mouvement social, mais aussi avec les organisations des droits humains contre la revendication de la dictature et l'amnistie aux tortionnaires. ¡NO PASARÁN!

CorrespondantEs



ILAN BERKENWALD



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
redaction@npa2009.org

Diffusion:
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société editrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

**Directeur
de publication:**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction:**
Fabienne Brifault

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

EUROPE Grèce: 1973-2023, la révolte des étudiantEs de Polytechnique «n'ira pas au musée»!

Le 17 novembre 1973, un tank de la junte des colonels abattait la grille d'entrée de l'université Polytechnique à Athènes, écrasant les étudiantEs mobiliséEs en masse et donnant le signal d'un massacre dans et autour de la fac.

Un an plus tard, la junte soutenue par les États-Unis tombait et depuis, chaque année, des mobilisations massives célèbrent cette révolte. Ces dernières années, la droite à laquelle participent d'anciens sup-pôts de la junte, tente de salir et faire oublier cet acte historique, dont le caractère, comme le souligne dans *EF Syn* le journaliste antifasciste Dimitris Psarras, est «une révolte liant l'explosion spontanée de la jeunesse avec l'action organisée de groupes de la gauche contre la dictature».

«Éducation, pain, liberté»

Aujourd'hui encore, c'est là l'une des plus grandes peurs de la droite au pouvoir, car le mot d'ordre d'alors «Éducation, pain, liberté» reste plus actuel que jamais : dans les manifs cette année, les jeunes dénonçaient les mesures de privatisation et d'exclusion dans l'éducation, la politique de misère et de chômage. Ils dénonçaient aussi une répression violente des policiers de Mitsotakis, non seulement contre les mobilisations (par exemple, avec la destruction de la place Exarcheia, symbole de résistance), mais aussi contre la jeunesse en général. Cette semaine, les policiers ont de nouveau tué un jeune Rom et tabassé plusieurs jeunes. Tous ces faits renforcent la colère des jeunes contre ce pouvoir très mal élu (un électeur sur cinq) et qui tente de faire croire le contraire pour imposer ses sales mesures. D'où l'importance du 17 novembre cette année, préparé en ce cinquantenaire par plusieurs meetings pour débattre du lien entre 1973 et 2023. Et, le 17, ont donc eu lieu dans le pays de nombreuses manifs, avec dans les principaux mots d'ordre des slogans antifascistes et anti-répression, et comme toujours une dynamique anti-impérialiste qui, cette année, a pris la couleur d'un soutien massif au peuple palestinien, notamment sur les banderoles et par le port de centaines de drapeaux palestiniens.

Mouvement social dynamique et absence de perspective crédible à gauche

À Athènes, la manif, formée de cortèges étudiants, de la gauche radicale et révolutionnaire et du KKE (PC grec), et forte de 30 000 personnes, est allée jusqu'à devant l'ambassade américaine, une bonne partie continuant en direction de l'ambassade d'Israël. En tête de cortège, derrière un immense drapeau palestinien, les étudiantEs de Polytechnique et parmi eux, plusieurs soldats en uniforme, pour rappeler l'importance de résister à l'embrigadement. À Salonique, à Patras, les cortèges étaient massifs et partout avec ce caractère anti-impérialiste, forcément tournés contre la politique des États-Unis en raison de l'histoire locale et du soutien américain à Netanyahu. Manque pourtant une dénonciation de l'impérialisme russe, de sa terrible guerre d'agression contre le peuple ukrainien et de son sale rôle en particulier dans le soutien à peine déguisé à des mouvements fascistes. Cela renvoie à l'histoire de la gauche grecque, marquée par le stalinisme et le campisme, mais aussi, dans la période, par une désorientation et un sectarisme très forts, certains se réjouissant ainsi de l'éclatement de Syriza (avec un «chef» sans aucune référence de gauche et grand inquisiteur) qui vient se rajouter au paysage très dispersé de la gauche grecque. En ce sens, ce 17 novembre illustre le paradoxe d'un mouvement social très dynamique et d'une absence de perspective crédible à gauche qui rend très urgentes des initiatives de dialogue et de recomposition.

A. Sartzeis, Athènes, le 18 novembre 2023

AFRIQUE Israël au service des pouvoirs africains

Si les relations qu'entretient Israël avec l'Afrique sont ténues, elles sont surtout toxiques : basées sur la vente d'armes, de matériel d'espionnage et la corruption autour des diamants.

Lors de l'ouverture de la 36^e session de l'Union africaine, des membres de la sécurité s'approchent d'une femme et lui demandent de partir. Malgré ses protestations Sharon Bar-li, diplomate israélienne, est escortée jusqu'à la sortie de l'hémicycle. Un incident diplomatique symptomatique des relations difficiles entre pays africains et l'État hébreu.

Relations distancées

Dans les années 1960, Israël a bénéficié de la reconnaissance d'une grande partie des pays africains. Ces relations diplomatiques sont rompues après la guerre de Kippour en 1973. Elles reprennent au cours des années 1990. Cependant, quelques pays africains affichent une grande proximité avec l'État hébreu. C'est le cas du Kenya, de l'Ouganda ou du Rwanda. Pour ce dernier, le génocide des Tutsis peut apparaître comme un élément déterminant. Pourtant, Israël est accusé d'avoir vendu des armes pendant le génocide. La Cour suprême refuse de déclassifier les documents liés à cette affaire.

Israël a bénéficié de bonnes relations avec le Nigeria lors la période du gouvernement de Jonathan Goodluck (2010-2015), profitant de ses convictions



La diplomate Sharon Bar-li en visite au Sénégal en 2022 pour la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste avec Ben Bourgel, ambassadeur d'Israël au Sénégal, pour la campagne #WeRemember. DR

pentecôtistes qui voient en Israël la terre promise. Le Soudan pour se rapprocher des USA a dû reconnaître l'État hébreu et signer la déclaration des Accords d'Abraham qu'a paraphée également le Maroc. A contrario, des pays comme l'Algérie et l'Afrique du Sud restent des opposants à Israël, motivé pour ce dernier par la politique d'apartheid menée vis-à-vis des populations arabes. La plupart des pays du continent adoptent une position réservée sur le conflit. En revanche, la rue africaine est plus solidaire de la cause palestinienne. Elle se montre également critique du double discours occidental qui, à juste titre, condamne la politique

criminelle de Poutine en Ukraine mais défend les massacres de Netanyahu à Gaza.

Technologie sécuritaire

Si Israël a une expertise agricole reconnue, l'essentiel de ses relations commerciales avec les pays africains sont plus d'ordre militaire et sécuritaire. Via la société AD Consult, elle a vendu du matériel militaire au Gabon, Sénégal, Guinée, Rwanda et bien d'autres. Mais plus que la vente d'armes, la spécialité d'Israël reste le sécuritaire. Ainsi, au Cameroun, Eran Moas, ressortissant israélien, est en charge des Brigades d'interventions rapides. Cette unité d'élite équipée par

l'État hébreu a été impliquée dans des violations des droits humains perpétrés dans le nord du pays contre les séparatistes. Les dispositifs technologiques de renseignement, qui vont de la reconnaissance faciale et de la numérisation individuelle à la surveillance électronique des frontières en passant par les écoutes téléphoniques notamment avec Pegasus, sont des produits particulièrement recherchés par les potentats africains indépendamment des relations entretenues avec l'État hébreu.

Violation du droit d'asile

Autre activité importante, l'exploitation des mines diamantifères. On y retrouve des hommes d'affaires israéliens comme Beny Steinmetz ou Dan Gertler impliqués dans les diamants de sang au Liberia, tous deux condamnés pour corruption.

Le sort des demandeurEs d'asile africains n'est guère plus reluisant. Leur demande est systématiquement refusée même lorsqu'ils sont ressortissants des pires dictatures comme l'Érythrée. Amnesty International a dénoncé le «choix» qui leur est imposé : rentrer dans leur pays, être en centre de rétention pour une durée indéterminée ou être expulsé au Rwanda ou en Ouganda, pays avec lesquels Israël a passé un accord dont s'est inspiré le gouvernement conservateur britannique. Pillage du sous-sol, soutien aux dictatures africaines, violations des droits humains pour les migrantEs, indéniablement Israël remplit son rôle assigné par Ben Gourion d'être l'avant-poste de la défense occidentale au Proche-Orient.

Paul Martial

EUROPE Au Portugal, les majorités absolues chutent également

Du jour au lendemain, à la suite d'une enquête du ministère public sur des soupçons de corruption, le Premier ministre António Costa, du PS, a démissionné. Le Portugal se rendra aux élections le 10 mars 2024.

Le Portugal s'est réveillé le 7 novembre avec la nouvelle que des perquisitions étaient en cours dans 42 endroits, parmi lesquels plusieurs ministères et le cabinet du Premier ministre, António Costa. L'opération visait à clarifier des soupçons de favoritisme envers des particuliers concernant l'installation de deux mines de lithium dans le nord du pays, d'un centre de données informatiques et d'un projet d'hydrogène «vert», tous deux à Sines, dans le sud du pays.

Démission du Premier ministre et nouvelles élections

Au terme d'une matinée ahurissante, cinq personnes, dont le chef de cabinet du Premier ministre et un homme d'affaires considéré comme son «meilleur ami», ont été arrêtées ; le ministre de l'Infrastructure, João Galamba, a été désigné comme accusé. Dans l'après-midi, la police a retrouvé 75 800 euros en espèces cachés dans le bureau du premier secrétaire du Premier ministre. Dans le même temps, le ministère public a annoncé qu'António Costa faisait l'objet d'une enquête indépendante, soupçonné d'avoir agi pour faciliter les procédures liées aux mines de lithium et aux usines d'hydrogène vert. En début d'après-midi, le Premier ministre a démissionné, ce qu'a accepté le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa.

Cela met fin, de manière inattendue, à un gouvernement qui paraissait solide, puisque le Parti socialiste dispose seul de la majorité des députés à l'Assemblée de la République. António Costa a démissionné après presque huit ans au poste de Premier ministre. En acceptant sa démission, le président de la République avait deux possibilités : soit il demandait au PS de nommer un autre Premier ministre, soit il dissolvait l'Assemblée de la République et convoquait des élections anticipées. Cette deuxième option a été choisie par Marcelo Rebelo de Sousa, au grand dam du PS, qui avait proposé Mário Centeno, président de la Banque du Portugal et ancien président de l'Eurogroupe, comme successeur de Costa.

Promiscuité dirigeants et affaires

Toutefois, l'enquête du ministère public se distingue par son manque de transparence. Comme c'est malheureusement habituel, la seule source d'information sur le processus est constituée par les articles de presse fondés sur des fuites.

Le Bloc de Gauche, exigeant des éclaircissements du procureur général de la République sur l'étendue et la nature des soupçons qui motivent l'enquête sur António Costa, considère, quelles que soient les conclusions présentées, que les faits révélés jusqu'à pré-

sent sont un autre exemple de la facilité et de la rapidité avec laquelle sont satisfaits les intérêts les plus influents — traités comme «intérêt national» — et la lenteur et la retenue de la réponse aux besoins sociaux de la majorité. Cette différence abyssale reflète la promiscuité entre la politique et les affaires.

Le Bloc ne se lasse pas de dénoncer le parcours de personnes comme Lacerda Machado (la «meilleure amie» que Costa a impliquée comme consultante externe dans plusieurs processus gouvernementaux), qui passent volontiers de postes publics à des cabinets de conseil privés qui les embauchent en raison de leurs bonnes relations dans la sphère du gouvernement. Le Bloc n'a donné aucun répit aux éternels adeptes de ces portes tournantes. «Ce n'est pas ça la gauche», déclare Mariana Mortágua, coordinatrice du Bloc. «Il existe une gauche digne de confiance qui a toujours lutté contre la promiscuité entre la politique et les affaires.» Une gauche qui a également lutté contre les restrictions budgétaires croissantes imposées par le gouvernement qui détruisent le Service national de Santé, contre la politique de prestations privées qui a créé la plus grande crise du logement de mémoire du pays. Cette gauche luttera pour se renforcer lors des élections du 10 mars.

Luis Leiria, Esquerda.net



25 NOVEMBRE

SOYONS FORTES ET SOLIDAIRES CONTRE TOUTES LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES!

Toutes les femmes sont concernées par les violences sexistes, dès leur enfance, dans leur famille, à l'école, dans les transports en commun, dans leur couple, dans la rue, au travail. Si les violences peuvent être de natures différentes, toutes les femmes sont

touchées: femmes trans, lesbiennes, bi, racisées, en situation de handicap, etc. Il n'y a pas de mode d'emploi pour s'en protéger individuellement. C'est en luttant ensemble que nous pourrions éradiquer ces violences. Alors, à l'occasion de la journée mondiale de

lutte contre les violences faites aux femmes, nous serons encore une fois dans la rue pour lutter contre ce système capitaliste et patriarcal qui nous opprime, qui violente et qui assassine!

Commission nationale d'intervention féministe

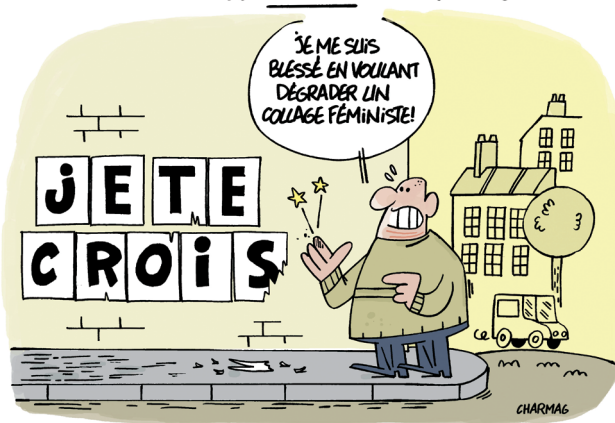
DE L'UKRAINE À GAZA Solidarité avec les femmes du monde entier!

Les situations de guerre ont des conséquences terribles pour toutes les populations civiles, mais ce sont toujours les femmes qui sont les plus violemment concernées.

Le déplacement de population ordonné par Israël laisse les femmes enceintes dans une situation insupportable au nord de la bande de Gaza puisqu'elles ne peuvent marcher plusieurs heures: manque d'eau, de nourriture, impossibilité d'être transportées jusqu'à un hôpital qui de toute façon n'existe plus vraiment, n'a plus d'électricité, ne dispose plus d'aucun moyen notamment contre la douleur. Des écoles sont prises pour cible tuant spécifiquement des enfants et des femmes réfugiées à l'intérieur. À l'heure des tirs de précision, on ne peut croire un seul instant que ce soit une erreur: ces attaques ont pour objectif de terrifier et de détruire la population de Gaza.

En Ukraine, parmi les exactions commises par l'armée russe, on sait que des violences physiques et des viols ont été perpétrés sur des femmes, y compris de très jeunes femmes, dans les villes occupées. En République démocratique du Congo, le conflit entraîne le déplacement de millions de personnes. L'Unicef rapporte une augmentation de 37% des violences liées au genre début 2023 par rapport à l'année précédente, en particulier des viols de très jeunes femmes, y compris dans les camps de réfugiés, voire des cas d'exploitation sexuelle. Le 25 novembre doit être l'occasion de marquer notre solidarité, en particulier avec les femmes des peuples en lutte pour leurs droits!

LES HOMMES VICTIMES DU FÉMINISME



Notre corps, notre choix

Notre solidarité va aussi aux femmes qui continuent de lutter en Iran. Elles ont été l'avant-garde du mouvement qui a défié la dictature. Si aujourd'hui le mouvement est moins visible, le feu n'en couve pas moins, et il est impensable que les femmes renoncent à la vie et à la liberté comme elles l'ont crié depuis des mois.

Aux USA, les Républicains mènent une offensive contre l'avortement dans le cadre de la campagne présidentielle. Face aux attaques contre les droits des femmes et des LGBTI, une nouvelle génération militante est en train de se former. Début novembre, dans l'Ohio, après une bataille médiatique et militante, le «oui» l'a emporté pour inscrire le droit à l'IVG dans la Constitution de cet

Nous avons la responsabilité de nous mobiliser pour soutenir les luttes des femmes du monde entier, contre les politiques impérialistes de l'État français en Afrique, contre le soutien à Israël

État. Cette victoire fait suite à plusieurs autres dans d'autres États. Aux États-Unis comme ailleurs, quand ce droit est attaqué, ce sont les femmes les plus défavorisées, en particulier latinos et noires, qui sont les premières touchées car elles n'ont pas les moyens de contourner la législation en allant avorter ailleurs.

Femmes contre les politiques impérialistes

Depuis plusieurs années, le mouvement féministe connaît un renouveau d'intensité partout dans le monde. Même s'il peut sembler moins fort ces derniers temps, les femmes ont pris une place dans l'ensemble des mouvements sociaux, en lien avec

leur capacité à construire les mobilisations sur les questions spécifiques liées au genre. Ici en France, notre responsabilité est évidemment de mener nos propres luttes pour nos droits. Mais aussi en tant que militantes dans un pays impérialiste, nous avons la responsabilité de nous mobiliser pour soutenir les luttes des femmes du monde entier, contre les politiques impérialistes de l'État français en Afrique, contre le soutien à Israël. Nous luttons aussi pour le droit d'asile, pour l'accueil de toutes les victimes des guerres et des violences liées à ce système capitaliste et patriarcal, contre la loi Darmanin et toutes les lois racistes.

ICI COMME AILLEURS La lutte contre les violences faites aux femmes, c'est toute l'année!

En France, les violences n'épargnent pas les femmes. Dans la famille, au travail, à l'école, dans les transports ou dans les espaces publics, en politique, chez le médecin... Les violences sexistes et sexuelles ne sont pas des faits isolés. Elles agissent à échelle de masse, commises par des hommes, prenant racine et entretenant le système patriarcal et capitaliste.

Nous ne voulons plus compter nos mortes!

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En France, 94 000 femmes subissent des viols ou tentatives de viol chaque année, dont 8 000 sur leur lieu de travail. En 2023, c'est 244 000 femmes victimes de violences conjugales. Les femmes en situation de handicap sont davantage exposées aux violences: une sur cinq a été victime de viol. Les violences surviennent dès l'enfance: chaque année en France, 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles, en majorité au sein de la famille. Depuis le début de l'année 2023, 120 femmes ont été tuées en raison de leur genre et on compte 850 féminicides depuis le début du premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Nous ne voulons plus compter nos mortes!

Alors que la lutte contre les violences faites aux femmes devrait être une priorité, le gouvernement Macron n'en finit plus d'être misogyne, en refusant de caractériser le viol par l'absence de consentement. La Commission européenne proposait cette définition dans un de ses projets pour harmoniser les législations entre les pays

membres. La France a refusé! En outre, les associations luttant contre les violences sont trop souvent menacées. Le Planning familial de l'Hérault craint de devoir fermer à cause de difficultés financières; l'association MaMaMa soutenant les femmes victimes de violences, précaires ou isolées, est menacée d'expulsion. De plus, les attaques antisociales du gouvernement Macron renforcent les violences. L'augmentation de la précarité, à cause de l'inflation, des réformes des retraites et de l'assurance chômage, accroît la difficulté de sortir d'une relation de violence, en raison de la dépendance financière subie par de trop nombreuses femmes.

Culture du viol

Malgré la puissance du mouvement féministe et la lumière faite sur les récits de violence, notamment grâce au mouvement #MeToo, l'omerta et l'impunité persistent. Prenons l'exemple de la récente affaire Stéphane Plaza, animateur de la chaîne M6 accusé de violences conjugales par trois de ses ex-compagnes.

Malgré les témoignages, il demeure soutenu par la chaîne qui refuse de déprogrammer une soirée en son honneur. C'est la culture du viol dans toute sa splendeur. Plaza, Quatennens, Darmanin, Bedos, Cantat, Poivre-d'Arvor, Polanski... nous continuons de valider, voire de célébrer ceux qui blessent, humilient, violent, frappent, mutilent ou tuent. La culture du viol s'exprime partout. Dans les films, les livres, la rue, la publicité, les soirées... Les jeunes femmes la subissent de manière spécifique, alors que plus d'un quart des jeunes hommes considèrent que lorsqu'une femme dit «non», cela veut dire «oui». Dans l'enseignement supérieur, six étudiantes sur dix déclarent avoir été victimes ou témoins d'une violence, allant de l'outrage sexiste au viol. Deux ans après le mouvement massif des étudiantes autour de #SciencesPorcs, pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur, les étudiantes de Science-Po se sont de nouveau mobilisées en ce début d'année. À Science-Po Paris, elles ont notamment

En chiffres

120 C'est le nombre de féminicides depuis le début de l'année (au 19 novembre)

244 000

C'est le nombre de victimes de violences conjugales en 2023

1 femme sur 5
harcelée sexuellement au travail

organisé le blocage de l'établissement pour dire stop à l'omerta, déployant une banderole «Agressés protégés, victimes délaissées, Science-Po paradis de l'impunité». La lutte pour les droits des femmes n'est manifestement pas finie ni ici ni ailleurs. Alors toutes ensemble et toute l'année, luttons contre les violences faites aux femmes! Avec le renouveau des luttes féministes à l'échelle internationale, l'intégration de nombreuses préoccupations liées aux situations différentes de chacune d'entre nous et la détermination d'une nouvelle génération, nous pouvons espérer faire trembler le capitalisme et le patriarcat! Nous sommes fortes, fières, radicales et en colère, uniEs nous changerons la société!

SALAIRES À la SNCF, il faudra la grève!

Les négociations annuelles sur les salaires à la SNCF étaient — comme partout — très attendues. Le sujet est tellement sensible que c'est la direction SNCF elle-même qui a avancé la date de ces « négociations ».

Avec des bénéfices records de 2,4 milliards d'euros en 2022 et face à une inflation galopante, les cheminotEs attendaient de vraies propositions de la part de la direction. Peine perdue, celle-ci propose une augmentation de 1,8% et une prime de 400 euros en décembre!

Intensification du travail et stagnation des salaires

Pour couronner le « foutage de gueule », cette même direction explique que les cheminotEs ont connu des augmentations de salaires sur les trois dernières années. En réalité, il s'agit d'une augmentation en trompe-l'œil : par exemple, de plus en plus de collègues se font payer leurs jours fériés travaillés (voire leurs congés) au lieu de les récupérer ; le travail de nuit explose avec les primes qui vont avec ; dans certains endroits les chefs s'arrangent pour faire faire des heures supplémentaires afin de permettre aux agentEs de gagner un peu plus... De plus, avec les réformes des retraites, le corps cheminot vieillit entraînant automatiquement des augmentations de salaires liés à l'ancienneté. Bref, le salaire de base ne bouge pas mais l'intensification du travail, notamment liée à une reprise forte du trafic voyageur, est réelle.

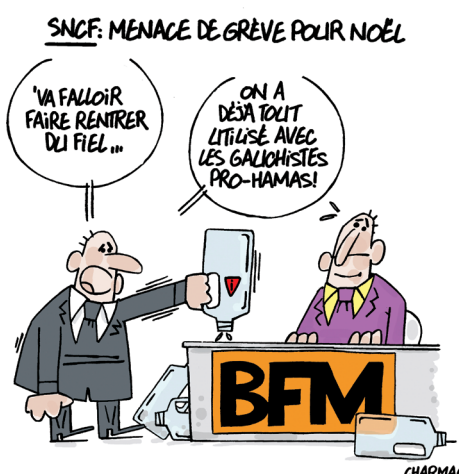
Pour l'instant les syndicats sont en ordre de bataille... dispersé. Après avoir participé à un rassemblement avec Sud Rail, la CFDT s'apprête sans doute à signer l'accord. L'UNSA également. Pour sa part, la CGT revendique une augmentation de salaire de 12%, ce qui reviendrait (selon ses propres calculs) à octroyer une augmentation de salaire de 232 euros à unE salariéE de l'exécution et de 388 à un cadre, accentuant ainsi les écarts salariaux dans l'entreprise... Sud Rail de son côté revendique 400 euros brut par mois.

Des revendications unifiantes pour le monde du travail

Face à la hausse des prix, ce qui serait nécessaire aujourd'hui, c'est une augmentation des salaires de 400 euros net sur 13 mois. Rapporté aux 140 000 salariéEs (contractuelEs et au statut), cela représenterait 1 milliard d'euros, dont 310 millions iraient alimenter les caisses de la protection sociale (sécu, retraites, chômage...).

La question des salaires est sans doute la principale préoccupation du monde du travail en ce moment. Si les cheminotEs portaient en grève sur ce sujet, cela pourrait donner confiance à d'autres secteurs. Et indépendamment des revendications « exactes », ce qui comptera c'est la capacité des salariéEs prêts à se lancer dans la grève à formuler des revendications qui permettent à l'ensemble du monde du travail de s'y reconnaître et ainsi d'entraîner un mouvement d'ensemble pour une augmentation générale des salaires.

Correspondant



SOCIAL Nouvelles attaques contre les chômeurEs

Alors que la dette publique dépasse les 3 000 milliards et que les taux d'intérêt flambent, le gouvernement compte trouver 12 milliards d'euros d'économies en 2025 et vise des économies budgétaires qui permettront de tenir l'objectif de 3,7% de déficit public prévu dans deux ans.

« En même temps », Macron maintient son objectif de réduction du taux de chômage à moins de 5% de la population active d'ici à 2027, alors que la tendance commence à se retourner avec, selon les chiffres publiés le 15 novembre par l'Insee, un taux de chômage au sens du Bureau international du Travail (BIT) augmenté de 0,2 point au troisième trimestre pour s'établir à 7,4%. On dénombre ainsi 2,3 millions de chômeurs, soit 64 000 de plus par rapport au trimestre précédent.

France Travail contre les chômeurEs

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les dispositions adoptées par la loi « Plein emploi » et les pressions exercées sur les « partenaires sociaux » lors des négociations sur l'assurance chômage ou de l'accord Agirc-Arrco sur les retraites complémentaires. Le 1^{er} janvier 2024, la loi crée un « réseau pour l'emploi » piloté par France Travail qui vise à parvenir au « plein emploi ». La loi prévoit l'obligation d'inscription de tous les bénéficiaires du RSA (ainsi que son conjoint, concubin...), des personnes en situation de handicap et la

RSA ET TRAVAIL OBLIGATOIRE



signature d'un « contrat d'engagement ». Il faudra réaliser au moins 15 heures d'activités hebdomadaires, sous peine de sanctions dont la suspension du RSA.

Dans le cadre de la négociation de la nouvelle convention d'assurance chômage, le gouvernement a informé que le financement serait assuré par une ponction sur les excédents de l'Unédic en partie réalisés du fait de la moindre indemnisation des demandeurEs d'emploi : 6,7 milliards d'économies prévus en 2027.

Assurance chômage : le patronat garant de l'équilibre

Les signataires de l'accord (CFDT, FO, CFTC et organisations patronales dont le MEDEF) mettent en avant l'équilibre de l'accord : 1,7 milliard de baisse de droits pour les privéEs d'emploi et 1,5 milliard de baisse des cotisations patronales.

Des baisses de droits ont été évitées pour les assistantes maternelles et autres catégories concernées par l'« activité conservée ». De moindres mesures rattrapent, à la marge,

les très graves pertes de droits depuis 2021. Le seuil passe de 6 mois à 5 mois pour les primo demandeurEs d'emploi et une partie des saisonniers. Le plafond des périodes non travaillées prises en compte dans le calcul du salaire journalier de référence est abaissé à 70% (au lieu de 75%). Cela aura pour effet d'augmenter à la marge l'indemnisation mais d'en réduire la durée maximale possible. La dégressivité pour les cadres moyens s'applique à 55 ans au lieu de 57.

En contrepartie, ce sera une nouvelle baisse des droits consécutive à la réforme des retraites, aux bornes non précisées mais avec l'objectif de 440 millions d'euros sur quatre ans économisés sur le dos des chômeurEs âgés. Et la non-transposition de l'accord unanime du 27 octobre dans le champ du « Spectacle » empêche les améliorations essentielles signées.

Entre contraintes économiques et engagements politiques, le gouvernement pourrait faire le choix du maintien d'un simulacre de dialogue social à défaut de s'attaquer réellement au chômage avec la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail.

Robert Pelletier

À lire sur le site

Restos du cœur de Woippy, en Moselle: « Nous apprenons à dire non aux demandeurEs... »



En bref

Social Conflit à la poste de Millau.

Le 17 octobre la quasi-totalité des postierEs de Millau ont débuté une grève. Iels se battent contre la suppression de six postes de travail sur le site de Millau et l'intégration d'imprimés publicitaires aux tournées des facteurEs.

Toutes les tournées sont concernées : à pied, à vélo ou en scooters trois roues, et aucun temps supplémentaire n'est alloué. La direction prétend une baisse du courrier mais omet de parler des dix emplois déjà perdus et de l'augmentation du nombre de colis.

La Poste veut intégrer une charge de travail importante qu'elle évalue à deux emplois (en supprimant dans le même temps des positions de travail sur le site), travail qui était pourtant jusqu'alors effectué par l'entreprise Médiapost avec sept personnes pour le réaliser.

Les postierEs de Millau veulent pouvoir faire leur travail convenablement afin de garder un service public postal de qualité pour les usagerEs.

Voyant que les négociations n'aboutissaient pas, les postierEs ont demandé la mise en place d'une médiation auprès de la Préfecture dès le 20 octobre. Cette médiation, qui est encore en cours actuellement, a été acceptée par la préfecture le 14 novembre dans l'après-midi, soit 30 jours après le début du conflit.

Le 15 novembre, alors que les négociations venaient de commencer, La Poste, à la surprise de toutEs, assigne huit grévistes au tribunal pour des motifs fallacieux, montrant encore une fois son arrogance.

Les organisations syndicales, devant ces tentatives d'intimidation, ont immédiatement cessé toute négociation, obligeant la direction à lever ces assignations. Malgré la présence du médiateur, les négociations stagnent, La Poste faisant machine arrière au moment d'acter le texte qui permettrait d'officialiser un protocole de fin de conflit.

Les négociations reprennent lundi 20 novembre au 35^e jour de grève. Malgré la pression, les provocations, les menaces et le mépris de la direction, les postierEs restent solidaires depuis le début du conflit et déterminés dans cette lutte.

Céline Tabaries, Responsable section CGT fait 12

Écologie Le Pas-de-Calais inondé : catastrophe naturelle ?

Nouveau record ! En 30 jours, la France a enregistré un cumul moyen de 237,3 mm de pluie. Le précédent record de 1988 vient d'être dépassé. Pourtant, au sud, la sécheresse demeure ; au nord, le Pas-de-Calais est inondé. Depuis le 2 novembre, des phénomènes hors du commun, pluies intenses, crues, vents forts, ont provoqué des inondations.

Ces inondations ont endommagé 5 000 logements, provoqué l'évacuation de 1400 personnes, dévasté des locaux industriels, des stocks, du matériel informatique, des appareils électriques, des routes. 2 000 dossiers « chômage partiel » ont été déposés par les entreprises sinistrées. Tous les secteurs ont été touchés.

Que faire ? Continuer à verser des larmes de crocodiles sur le sort des « pôv gens », comme fait le gouvernement ? Ou affronter la réalité ?

Ces épisodes climatiques de plus en plus forts n'ont rien de naturel et sont expliqués à longueur d'articles scientifiques, de conférences d'experts du climat, depuis des décennies. On sait que le réchauffement climatique s'accompagne de catastrophes et bouleverse considérablement nos vies. Rien de naturel, seulement les conséquences du « après moi le déluge ! » du capitalisme. La réponse des pouvoirs publics ne varie pas : faire des chèques. Cinquante millions aux collectivités touchées, 80 millions aux agriculteurEs (de Bretagne et de Normandie aussi). S'il est indispensable d'aider les personnes, nécessaire de faire des travaux sur les canaux et les cours d'eau, il faut, dès maintenant, arrêter d'artificialiser les sols, de construire à tout-va, d'arracher les arbres et les haies. Puis, il faut inverser la politique des transports qui privilégie le tout-routier pour les voyageurs et les marchandises, donc investir dans le fret ferroviaire, fluvial, les transports en commun et le vélo. Plus largement, il est nécessaire d'aller vers une sobriété démocratiquement définie : stopper certaines productions, produire autrement, relocaliser l'économie, développer l'agriculture paysanne biologique.... Ce ne sera possible que par un soulèvement des populations stoppant une fuite en avant destructrice des conditions de vie sur de la planète.

Commission nationale écologie du NPA

SOUSCRIPTION

L'État, l'argent et nous

À l'heure de notre souscription annuelle, rappel sur l'aide indirecte et directe de l'État aux partis et leurs implications.

Le financement des partis politiques est très encadré par la loi, et c'est tant mieux ! Il n'en reste pas moins injuste pour les partis politiques petits comme le nôtre qui ne disposent par ailleurs pas d'élus nationaux.

La réduction fiscale, aide publique indirecte

Le NPA vit aujourd'hui de ses seuls dons et cotisations. Ces derniers font l'objet d'une aide publique indirecte sous la forme d'une réduction fiscale de 66%. L'économiste Julia Cagé a très bien décrit l'injustice produite par le caractère anti-distributif de cette niche fiscale (*le Prix de la démocratie*, Fayard, 2018). En l'occurrence, le financement des partis via les dons et cotisations est l'affaire d'une petite minorité de contribuables aisés, voire riches, qui de surcroît accaparent l'essentiel du butin fiscal. Sans compter que les plus gros contributeurs versent évidemment leur obole à un petit nombre de partis satisfaisant leurs intérêts. Si les réponses élaborées par Julia Cagé sont discutables, son diagnostic reste néanmoins sans appel : l'argent des riches va aux partis des riches, le tout subventionné par les pauvres. Malgré cette injustice, l'effet de cette niche est suffisamment puissant pour que le NPA se voit obligé d'y recourir. Récupérer 66% d'un don ou d'une cotisation est intéressant, même pour des donateurs aux revenus relativement modestes. Et pour une organisation au budget limité, permettre à chaque contribution d'être augmentée par l'effet multiplicateur de ce mécanisme est indispensable.

Les élections législatives, aide publique directe

Si l'aide publique indirecte est injuste, sa forme directe l'est encore plus. Ainsi, les fonds sont attribués aux partis en fonction de leurs résultats aux législatives. À l'image d'un système de casino, seuls les très gros y raflent la mise. Sur le papier, le ticket d'entrée n'est pas très élevé. Il faut dépasser les 1% dans au moins 50 circonscriptions réparties sur 30 départements. Mais



L'argent des riches va aux partis des riches, le tout subventionné par les pauvres

en réalité, il faut se présenter dans des centaines de circonscriptions et y dépasser les 5% pour que l'aide publique directe devienne substantielle et ne serve pas seulement à rembourser les coûteux frais de campagne. De plus, cette aide court sur cinq ans, produisant une sorte de rente. Par ailleurs, les élus peuvent reverser à leur parti une grande partie de leur très généreuse rémunération... tout en bénéficiant de la réduction fiscale. Ou comment gagner au tirage et au grattage ! Compte tenu de ses très faibles scores, puis de sa quasi-absence aux élections législatives, et n'ayant a fortiori aucun député, le NPA ne touche aucune aide publique directe depuis 2012. Mais si le NPA était en capacité d'obtenir de bons scores et même des élus aux législatives sur la base d'une orientation juste, une telle aide publique serait la bienvenue. Pour un parti comme le nôtre, dont la présence dans les institutions est instable et ne va pas de soi, l'usage d'une telle manne serait alors concentrée sur l'acquisition de biens durables, et surtout de biens immobiliers.

Les droits... et les devoirs !

La Constitution garantit un fondement de liberté d'exercice aux partis politiques par son article 4. En comparaison de la plupart des pays où il n'existe aucune règle, et au prix d'une très longue maturation, le système français de financement des partis permet aujourd'hui de grandement limiter les dérives de toutes sortes. Il n'en reste pas moins qu'il conserve des aspects profondément inégalitaires et

INFOS PRATIQUES

Les dons ouvrent le droit à une réduction fiscale des deux tiers du montant versé : **VOUS DONNEZ 3 euros, L'ÉTAT VOUS REVERSE 2 euros !**

moyennant un peu de patience avant le remboursement : **VOUS POUVEZ DONC MULTIPLIER VOTRE DON PAR 3**

Pour donner en ligne : **HTTPS://SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG**

Pour envoyer vos chèques : **AFANPA – 2 RUE RICHARD-LENOIR – 93100 MONTREUIL**

Ordre des chèques : **AFANPA**

Limite de datation et d'envoi des chèques : **AVANT LE 31 DÉCEMBRE À MINUIT**

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque : **PRÉCISEZ-LE POUR QUE LE REÇU FISCAL ARRIVE À BON PORT**

Si deux noms apparaissent sur le chèque : **PRÉCISEZ À QUI IMPUTER LE DON**

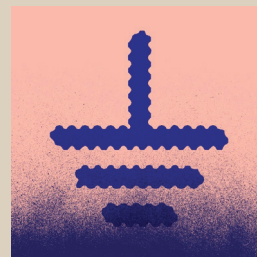
que son caractère de plus en plus intrusif pourrait finir par prendre sa place dans la réduction générale des libertés démocratiques. En effet, si la législation relative au financement des partis offre certains « droits », il impose en regard les inévitables « devoirs ». En l'occurrence les dépenses mais surtout la collecte des ressources sont très encadrées a priori et contrôlées a posteriori. La dépendance vis-à-vis de l'État passe ainsi par les aides dont il

Pour une organisation au budget limité, permettre à chaque contribution d'être augmentée par l'effet multiplicateur de la réduction fiscale est indispensable

peut être difficile, voire impossible, de se passer mais aussi par l'étendue du contrôle comptable qui lui offre un niveau d'information et de rétorsion important. Notre vision marxiste de la nature de classe de l'État devrait idéalement nous imposer une totale indépendance vis-à-vis de lui. Cependant, le type de parti que le NPA incarne, à la fois unitaire et révolutionnaire, radical mais ouvert, nous autorise et même impose une indépendance relative aux institutions. Ainsi, et parce que les questions financières sont profondément politiques, les possibilités offertes par le système de financement des partis sont suffisamment intéressantes pour que l'on adopte une approche souple mais consciente des dangers.

À lire sur le site

Entretien. «Cela aurait été inédit de dissoudre un mouvement d'au moins 157 000 personnes», propos recueillis par Fabienne Dolet



Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/NPALanticapitaliste)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitalis1](https://twitter.com/Lanticapitalis1)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.linkedin.com/company/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°150 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine



SOUSCRIRE CHAQUE MOIS

Vous souhaitez soutenir régulièrement le NPA ? Vous pouvez adhérer à la souscription mensualisée par prélèvement ! Le montant est libre mais avec un plancher fixé à 10 euros. La résiliation ou le changement de montant se fait par simple mail à souscription@npa-mail.org. Vous trouverez le formulaire à <https://souscription.npa2009.org>